

Mouvements féministes et agenda du développement en Afrique de l'Ouest : quels combats pour quels résultats ?

Dans quelle mesure les thématiques traitées par les mouvements féministes ouest africains actuels rencontrent réellement les défis propres à la condition féminine ? Tour d'horizon basé sur une étude menée auprès de la société civile et d'organisations féministes au Mali, au Togo et au Bénin.

Si les mouvements féministes (MF) africains s'inscrivent dans une histoire longue, ceux tels qu'ils sont connus aujourd'hui avec leurs structures, leurs statuts, leurs langages et leurs modes d'action sont apparus en Afrique subsaharienne après les indépendances. Ils revêtent une double dimension de socialisation : individuelle d'abord, selon laquelle les femmes sortent de l'isolement familial ou privé en pénétrant de façon jubilatoire dans l'espace public ; d'autre part, une socialisation au sens de la création de nouvelles formes de

liens sociaux : une solidarité entre femmes (sororité) qui prétend inventer de nouvelles formes d'expression. C'est surtout à la faveur de la Décennie des Nations Unies pour les femmes (1975-1985) que les MF ont explosé sur le continent africain. Cet essor s'est accompagné d'un déploiement impressionnant de mécanismes, structures, conventions, résolutions, stratégies visant à promouvoir l'égalité des sexes. Certes, la participation économique et sociale des femmes s'est aujourd'hui considérablement améliorée. Mais malgré la prolifération de MF au cours

des dernières décennies, les inégalités fondées sur le genre et l'exclusion des femmes se sont avérées difficiles à résoudre sur le continent. Quand tant de choses sont faites au nom de l'inclusion sociale soucieuse de l'égalité entre les sexes et si peu de résultats sont ressentis par les femmes sur le terrain, nous devons nous demander : qu'est-ce qui n'a pas fonctionné ? La question des enjeux des MF, de l'usage qu'ils font des concepts de "genre", de "féminisme", d' "empowerment" et de leur adaptation au contexte spécifique africain mérite d'être soulevée.

Effet de mode ou vecteur de développement ?

Les MF africains sont pluriels et variés. Depuis "l'ONGisation" des mouvements féminins dans les années 80, les organisations féministes se sont imposées dans le champ du développement comme des actrices stratégiques allant parfois même jusqu'à servir de relais des États dans des domaines tels que la santé, l'éducation, l'information sur



Jeunes femmes leaders béninoises formées par le Réseau pour l'Intégration des Femmes des Organisations Non Gouvernementales et Associations Africaines. Dans six pays de la région, cette structure appuie la promotion du leadership féminin, notamment dans la sphère politique.

les droits, la création de revenus, la défense des droits.

Les perceptions à propos des organisations féministes varient beaucoup sur le continent. Pour certain·e·s, le féminisme tout comme le genre, ne sont que de “vains mots”, voire des “effets de mode”, inadaptés au contexte africain. Une telle radicalisation de la perception de ces concepts est corroborée par plusieurs travaux qui soutiennent que l’outil analytique du genre, parfois dénoncé comme étant trop lié à la pensée féministe occidentale, est considéré comme un mot à la mode introduit par les discours et programmes de la coopération internationale (p. 10 et 11).

Contrairement à cette perception, les responsables des organisations féministes interrogées considèrent à l’unanimité ces organisations comme vectrices de développement. Il est vrai qu’en contexte africain le féminisme est né de l’engagement profond des femmes et de leur dévouement à la libération nationale et il n’est pas surprenant qu’il participe aujourd’hui aux luttes et aux mouvements sociaux significatifs de la vie postcoloniale aux niveaux local, régional et international.

Les organisations féministes africaines couvrent toutes les sphères de la vie sociale (économique, social, politique, environnemental, culturel, technologique) avec comme constante l’égalité des sexes et l’inclusion sociale. Elles mobilisent de fait des financements pour des actions de plaidoyers, de veille citoyenne, d’éveil de conscience face aux multiples problèmes qui perdurent dans tous les secteurs de la vie publique et qui affectent de façon spécifique les femmes des milieux ruraux et urbains.

Le risque du mimétisme

L’analyse des démarches, stratégies et thématiques traitées par les organisations féministes d’Afrique subsaharienne ces dernières décennies montre des évolutions quasi couplées avec celles des Nations Unies ainsi qu’avec les conclusions et recommandations des conférences internationales sur les femmes. La diversité et la spécificité des contextes ouest-africains, requièrent pourtant que la mise en œuvre des actions de développement au profit des femmes tienne compte de leurs besoins particuliers. C’est donc à juste titre que certain·e·s répondant·e·s voient dans ce “mimétisme” un facteur de déstabilisation de la société africaine et de fragilisation de la cohésion sociale.

En adoptant les principes idéologiques, les mécanismes d’actions et le langage développementaliste des organisations internationales, les MF ouest africains perdent leur authenticité et leur crédibilité, apparaissant

de fait pour de nombreux·ses citoyen·ne·s comme de “nouveaux instruments de la recolonisation de l’Afrique”. Dans cette perspective sont contestées la dépolitisation, “l’instrumentalisation”, la “banalisation” ou encore la “récupération” de certains mouvements de femmes qui en pénétrant ou en se trouvant happés dans les cercles institutionnels, associatifs et des organisations multilatérales, y subissent l’épreuve des négociations et compromis, et sont soumis à d’autres impératifs politiques et stratégiques. C’est pourquoi, les “féministes africaines” sont perçues comme des “africaines blanches”, car leur appartenance socioculturelle contraste avec l’occidentalisation de leurs idées féministes, fondamentalement à l’antipode des réalités culturelles africaines. Les premières tentatives de démarcation ou de rupture du féminisme africain des discours féministes dominants remontent en 1977 avec la création de l’Association des femmes africaines pour la recherche et le développement (AFARD). L’entretien réalisé avec Sow sur les Mouvements féministes en Afrique prouve bien que certaines femmes africaines portent librement, voire revendiquent aisément l’étiquette de “féministe”. Selon l’autrice, cette étiquette provoque les imaginations et force à l’écoute dans le contexte africain. Elle permet de quitter les discours de convenance autour des femmes et cette “zone de confort” dans laquelle se réfugient de nombreuses Africaines pour revendiquer leurs droits sans questionner l’ordre patriarcal dominant.

IL SERAIT NÉCESSAIRE
DE DÉCOLONISER
LE FÉMINISME AFRICAIN

Le piège de la dépendance financière

Il importe de s’interroger sur l’authenticité et la maturité du féminisme dans les pays du Sud puisque la quasi-totalité des organisations féministes de l’Afrique de l’Ouest interrogées dépendent essentiellement des appuis financiers et techniques des institutions internationales, puis très accessoirement des dons et des cotisations des membres. Certaines féministes critiquent sans hésitation l’institutionnalisation et “l’ONGisation” de leur mouvement à travers

les financements et les orientations de l’aide au développement et y voient un processus de domestication et d’instrumentalisation des femmes pour justifier le développement d’un nouveau “petit capitalisme populaire à visage féminin” (p. 10 et 11), (Federici, 2002). Ce manque d’autonomie financière inhibe les actions d’amélioration de la condition féminine, car les MF ne bénéficient du financement des partenaires techniques et financiers que si leurs projets s’inscrivent dans les plans annuels de développement de ces bailleurs (p. 11). Ceux-ci ont par ailleurs dépolitisé la question en soustrayant la dimension de rapports de pouvoir au terme “genre”. Dès lors, des projets prioritaires pour les communautés à la base se retrouvent relégués au second rang parce qu’ils ne s’inscrivent pas dans les priorités des agences de développement. En cela, il serait nécessaire de “décoloniser le féminisme africain”.

Il ressort de cette recherche que l’alignement des MF des pays d’Afrique subsaharienne sur l’agenda de développement des Nations Unies ne permet pas la mise en œuvre d’actions efficaces et durables pour la défense de la cause féminine. Ils sont perçus comme un effet de mode (40 % des répondant·e·s), ou encore comme un vecteur de développement (60 % des répondants). Cette limite fondamentale du féminisme africain favorise une reproduction sociale de l’idéologie développementaliste occidentale dans des contextes sociologiques pourtant inadaptés. Dès lors, il en résulte une inefficacité des actions de développement mises en œuvre pour promouvoir l’égalité des sexes en Afrique de l’Ouest malgré une “ONGisation” des MF africains depuis les années 1980.

Cette instrumentalisation des femmes à travers des “financements déguisés” apparaît comme une nouvelle forme de colonisation de l’Afrique et interpelle de fait la recherche féministe sur la véritable portée idéologique et développementaliste des MF africains. ■

Dr Yvette Onibon Doubogan



yvette.onibon@gmail.com
Enseignante chercheuse au département
de sociologie/anthropologie à l’Université
de Parakou au Bénin, elle coordonne
le Laboratoire de Sociologie
et Anthropologie Appliquées.